

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 17/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUCHAN CARBURANT
Place André MAUROIS
67200 STRASBOURG

Références : 1069/AD/AG
Code AIOT : 0006701069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2025 dans l'établissement AUCHAN CARBURANT, implanté Place André Maurois 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 05 juillet 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUCHAN CARBURANT
- Place André Maurois 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006701069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Auchan Carburant Strasbourg-Hautepierre exploite une station-service relevant des rubriques ICPE suivantes :

- 1414 Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés - Déclaration avec Contrôle ;
- 1435 Stations-service - Déclaration suite à l'évolution de la nomenclature (E → D).

Contexte de l'inspection :

Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
4	Gestion du réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 3.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Réseau de surveillance des eaux souterraines – Actions correctives	Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Étude hydrogéologique (surveillance des eaux souterraines)	AP de Mise en Demeure du 05/07/2021, article 1 ^{er}	Levée de mise en demeure
2	Plan d'actions (surveillance des eaux souterraines)	AP de Mise en Demeure du 05/07/2021, article 1 ^{er}	Levée de mise en demeure
3	Maintenance du système de récupération (station-service)	AP de Mise en Demeure du 05/07/2021, article 1 ^{er}	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformités :

- L'ouvrage PZ103 a été détérioré. Il est détruit. Il constitue un accès direct à la nappe et présente un risque, car il ne garantit plus la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque de pollution.

Il est attendu de l'exploitant qu'il prenne des mesures pour vérifier l'état de l'ouvrage, mais aussi qu'aucune pollution de la nappe n'ait eu lieu au niveau de ce piézomètre. Par ailleurs, tous travaux réalisés sur cet ouvrage doivent être faits dans les règles de l'art (réhabilitation ou abandon du piézomètre).

- Concernant la campagne de surveillance des eaux souterraines, les actions correctives préconisées par le bureau d'études sont insuffisamment mises en œuvre .

Il est attendu de l'exploitant qu'il formalise un programme de suivi des préconisations, avec échéances. Les actions permettant une dépollution du site (comme l'écémage) devront être menées en priorité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étude hydrogéologique (surveillance des eaux souterraines)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/07/2021, article 1 ^{er}
Thèmes : Risques chroniques, Prévention des pollutions de la nappe
Prescription contrôlée : La société AUCHAN Carburant, pour ses installations situées Place André Maurois à STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes : Article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2015 : <i>« L'exploitant implante, au droit de ses installations, des points de contrôle des eaux souterraines, dont le nombre et la localisation sont déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique, qui définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement. L'impact aux hydrocarbures mis en évidence lors des dernières campagnes d'autosurveillance est caractérisé dans l'étude hydrogéologique (origine, étendue, polluants ...). Les paramètres de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines compte tenu de l'activité de l'installation et de la pollution existante, ainsi que les fréquences d'analyse et les mesures correctives à mettre en œuvre, sont déterminés au vu des conclusions de l'étude hydrogéologique. Le niveau piézométrique des points de contrôle est relevé. Les équipements précédents, les prélèvements et les analyses à effectuer sont réalisés en respectant les normes en vigueur. Un point 0 de la qualité de la nappe est effectué systématiquement avant la définition des paramètres de suivi. L'étude hydrogéologique est transmise dans un délai n'excédant pas 6 mois à l'inspection des installations classées. »</i>
Constats : L'exploitant a transmis, à l'inspection, une étude hydrogéologiques du 25 octobre 2021. L'exploitant a répondu à la mise en demeure sur ce point. Par ailleurs, depuis 2021, un nouveau diagnostic de l'état des milieux au niveau de la station-service, se basant sur l'étude hydrogéologique de 2021, a été établi le 16 octobre 2023 par un autre bureau d'études.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Plan d'actions (surveillance des eaux souterraines)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/07/2021, article 1 ^{er}
Thèmes : Risques chroniques, Évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS)
Prescription contrôlée : La société AUCHAN Carburant, pour ses installations situées Place André Maurois à STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes : Article 3 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2015 : <i>« L'exploitant met en œuvre, dans un délai de 6 mois, le plan d'actions préconisé par le bureau d'étude Arcadis, à savoir a minima :</i>

1- renforcement du réseau piézométrique de surveillance ; [...]
 2- mise en place de piézairs (prélèvements de gaz) à proximité de la nouvelle galerie marchande et au droit du bâtiment ;
 3- réalisation de deux campagnes de prélèvements de gaz du sol, afin de mettre à jour l'EQRS de janvier 2013 ; [...]
 4- mise à jour de l'étude de vulnérabilité en aval du site. »

Constats :

1-/2- Alors que l'arrêté préfectoral du 02 avril 2013 prévoyait un réseau de surveillance des eaux souterraines constitué de 11 ouvrages, le site dispose désormais de 17 piézomètres : PZ1, PZ2, PZ3, PZ4, PZ5, PZ6, PZ8, Pi1, Pi2, Pi4, PE4, PE5, PE6, PZ101, PZ102, PZ103 et PZAVAl.

Ce réseau piézométrique a notamment été renforcé :

- par 2 piézomètres avals (PZ102 et PZ103) ;
- par 3 piézairs de surveillance, situés en aval hydraulique de la station-service, à proximité du bâtiment du centre commercial et de 3 dispositifs de prélèvement d'air sous-dalle, installés dans la galerie commerciale : PZA1, PZA2, PZA3, ASD1, ASD2 et ASD3.

3- La surveillance sur les gaz souterrains est assurée par le programme analytique suivant : TPH (Hydrocarbures Pétroliers Totaux), BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes) et MTBE (méthyl tert-butyl éther).

La première campagne de surveillance des gaz a eu lieu le 21/12/2023. Les résultats des analyses ont mis en évidence l'absence de quantifications sur l'ensemble des points de prélèvement.

La seconde campagne a eu lieu le 14 juin 2024. Les résultats des analyses ont mis en évidence :

- la quantification de xylènes sur tous les piézairs ;
- la quantification ponctuelle de toluène et éthylbenzène sur le piézair PZA2 ;
- l'absence de quantifications pour les autres paramètres sur l'ensemble des points de prélèvement.

Aucune préconisation n'a été établie par le bureau d'étude sur ces points.

4- L'exploitant a bien transmis le rapport de synthèse documentaire et mise à jour de l'étude de vulnérabilité établie le 22/10/2021.

L'exploitant a répondu à la mise en demeure sur ces points.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Maintenance du système de récupération (station-service)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/07/2021, article 1^{er}

Thèmes : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

La société AUCHAN Carburant, pour ses installations situées Place André Maurois à STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes :

Point 6.1.2.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 (arrêté du 19 mai 2016, article 2 23° et arrêté du 8 juillet 2016, article 1^{er} 3°) :

« L'exploitant s'assure du bon fonctionnement de son installation et fait réaliser, avant la mise en service du système de récupération de vapeurs, après toute réparation du système et ensuite au

moins une fois tous les six mois, pour les installations ne disposant pas d'un système de régulation électronique en boucle fermée, et tous les trois ans pour les installations disposant d'un système de régulation électronique en boucle fermée, un contrôle, sur site, par un organisme compétent et indépendant [...]. »

Constats :

• **Système de récupération des vapeurs phase 1 (lors du dépotage) :**

Lors du déchargement de carburant, d'une citerne de transport dans les installations de stockage des stations-service, les vapeurs générées par le déplacement de carburant sont renvoyées dans la citerne de transport au moyen d'un tuyau de raccordement étanche aux vapeurs. L'inspection a constaté la présence d'une bouche d'évacuation des vapeurs pour le carburant, destinées à être raccordées à la citerne de transport. Ce dispositif n'est pas soumis à maintenance et la prescription de l'article 61.2.6 ne s'y applique pas, contrairement à ce qu'indiquait le rapport de l'inspection du 09 juin 2021.

• **Système de récupération des vapeurs phase 2 (lors de la distribution) :**

L'exploitant a transmis, à l'inspection, deux attestations de maintenance du système de récupérations des vapeurs phase 2 :

- la première en date du 17 novembre 2022 faisant état de non-conformités ;
- la seconde en date du 1^{er} février 2023 faisant état d'aucune non-conformité.

L'exploitant a répondu à la mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Gestion du réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 3.2

Thèmes : Risques chroniques, Prévention des pollutions de la nappe

Prescription contrôlée :

Article 3.2 Gestion du réseau de surveillance des eaux souterraines et conditions d'abandon d'ouvrage

(...) L'exploitant surveille, et entretient, les ouvrages de surveillance, de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. A cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. (...)

Dans le cas où un piézomètre s'avère hors service, l'exploitant veille à le remettre en état le plus rapidement possible. L'exploitant soumet à l'inspection des installations classées toute décision de cesser d'entretenir un ouvrage et de l'abandonner.

Tout ouvrage abandonné doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau et l'absence de transfert de pollution. (...)

Constats :

L'ouvrage PZ103 a été détérioré en 2024.

Le 14 juin 2024, au moment de réaliser un échantillon sur cet ouvrage, l'agent préleveur a constaté que la bouche à clé a été retirée et qu'en lieu et place de l'ouvrage se trouvait un trou rebouché par du béton.

L'agent préleveur a informé l'exploitant. Il a été procédé à une recherche rapide de l'ouvrage en cassant la pellicule de béton recouvrant le trou et en creusant sur quelques centimètres (voir photo). La recherche n'ayant pas permis de retrouver la trace de l'ouvrage, les investigations se sont arrêtées là. Dans son rapport du 06/08/2024, l'agent préleveur a identifié l'ouvrage comme « détruit » et inutilisable et le bureau d'étude a préconisé la pose d'un ouvrage de remplacement à PZ103.

Or, alors que cet ouvrage a été détérioré, aucune investigation poussée concernant l'état de l'ouvrage et d'une éventuelle pollution de la nappe lors de la détérioration n'a été menée (ni par l'exploitant, ni par le bureau d'études).

De plus, si l'ouvrage PZ103 est abandonné, il doit alors être comblé dans les règles de l'art, pour éviter tout transfert de pollution vers la nappe, ce qui n'avait toujours pas été fait au moment de la visite de l'Inspection.

Cet ouvrage constitue un accès direct à la nappe et présente un risque, car il ne garantit plus la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque de pollution. Les prescriptions de l'article 3.2 ne sont donc pas respectées.

Il est attendu de l'exploitant qu'il prenne des mesures pour vérifier l'état de l'ouvrage mais aussi qu'aucune pollution de la nappe n'ait eu lieu au niveau de ce piézomètre. Par ailleurs, tous travaux réalisés sur cet ouvrage doit être fait dans les règles de l'art (réhabilitation ou abandon du piézomètre).

Photo de l'ouvrage PZ103 le 30/01/2024 :



Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 6 mois

N° 5 : Réseau de surveillance des eaux souterraines – Actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2013, article 7
Thèmes : Risques chroniques, Prévention des pollutions de la nappe
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7 - Actions correctives</p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement, ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le diagnostic de l'état des milieux au niveau de la station-service du 16 octobre 2023 ; - les rapports de surveillance des eaux souterraines et des gaz souterrains de décembre 2023 et juin 2024 ; - les rapports de surveillance des eaux souterraines de juin 2023 et décembre 2024. <p>Dans le diagnostic d'octobre 2023 (basé sur l'étude hydrogéologique de 2021), le bureau d'études a fait des préconisations, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de réaliser un bilan de la surveillance menée par ARCADIS sur la période 2014-2021 (10 campagnes) ; • de décolmater l'ouvrage Pz4 ; • de réaliser un écrémage manuel trimestriel sur les ouvrages présentant du flottant. Une mise en place d'écumeurs passifs pourrait être étudiée pour les ouvrages présentant les épaisseurs de flottant les plus importantes ; • de contrôler l'étanchéité des réseaux, afin de s'assurer de l'absence de nouvelles fuites ; • compte tenu de la destruction de la majorité des ouvrages de contrôle de la qualité des eaux souterraines sur site, lors de la construction d'une extension d'une galerie commerciale en 2013, de renforcer le réseau de surveillance notamment en aval hydraulique immédiat de la station-service et en aval de PzAval. Cela permettra de déterminer l'extension de l'impact mis en évidence dans les eaux souterraines lors de campagnes antérieures et d'avoir une vision plus précise des écoulements locaux des eaux souterraines au droit du site ; • compte tenu de l'impact dans les eaux souterraines qui s'étend potentiellement sous le bâtiment construit en 2013, de réaliser un suivi de la qualité des gaz du sol et de l'air ambiant au droit de ce bâtiment, afin de s'assurer de la compatibilité sanitaire avec l'usage commercial. <p>Après analyse des compte-rendus communiqués, l'Inspection a constaté que les deux derniers points ont été réalisés (cf. : renforcer le réseau de surveillance et réaliser un suivi des gaz du sol). Or, concernant les autres préconisations, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier leur mises en œuvre.</p>

Dans le dernier compte-rendu de 2024, le bureau d'études préconise également :

- la poursuite de la surveillance des eaux souterraines ;
- des travaux de remise en état de la bouche à clé (remplacement) du PZ8 ;
- la repose d'un ouvrage de remplacement à PZ103 (éventuellement dans l'enceinte fermée du site, soit à l'est de PZ102 en bordure de bâtiment) ;
- de contrôler le nivellement actuel des ouvrages piézométriques par un géomètre expert, pour améliorer la précision des relevés piézométriques et confirmer le sens d'écoulement de la nappe lors des différents régimes hydrauliques ;
- la réalisation des travaux déjà préconisés à l'issue de la précédente étude environnementale datant d'octobre 2023 (cf. rapport n°21.060 / 21.307_STRASBOURG_383).

Les actions correctives sont donc insuffisamment mises en œuvre, sachant que le dernier compte-rendu de décembre 2024 fait état de pollution au droit de la station-service, et notamment d'une hausse de l'étendue des flottants au niveau de certains ouvrages et d'une migration de l'impact en MTBE (Méthyl-Tertio-Butyl-Ether) hors site, avec une détérioration de la qualité de la nappe en aval éloigné.

Il est attendu de l'exploitant qu'il formalise un programme de suivi des préconisations, avec échéances. Les actions permettant une dépollution du site (comme l'écémage) devront être menées en priorité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 6 mois